



PREFET D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Unité territoriale d'Indre et Loire

Parçay Meslay, le 19 OCT. 2014

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

Nos réf. : S3IC 0663 - VAT 20150512

Vos réf. : Votre lettre du 11 février 2014

Affaire suivie par :

Vérifiée par :

Tél. : 02.47.46.47.00 - Fax : 02.47.46.63.89

Courriel : ut37.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
A MONSIEUR LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE**

Objet : Dérogation « fin de vie » - Article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910
Etablissement : SEYFERT PAPER Avenue Monseigneur ROMERO 37160 DESCARTES

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La directive IED a amené à la révision des dispositions applicables aux installations de combustion classées au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. L'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW est entré en vigueur le 1er janvier 2014. Les dispositions de cet arrêté sont d'ores et déjà applicables pour les installations nouvelles (chaudières autorisées après le 1er novembre 2010 et turbines et moteurs autorisés après le 1er janvier 2014) et seront applicables à partir du 1er janvier 2016 aux installations existantes.

En application de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé (dérogation « fin de vie »), afin de ne pas se voir imposer les valeurs limites applicables à compter du 1er janvier 2016, certains exploitants se sont engagés à ne pas exploiter leur installation de combustion plus de 17 500 heures à partir du 1er janvier 2016 et à en cesser l'exploitation au plus tard le 31 décembre 2023.

Dans ce cas, un arrêté préfectoral doit être pris afin de spécifier la date de fermeture de l'installation, le nombre d'heures d'exploitation à ne pas dépasser, ainsi que les valeurs limites

applicables à l'installation. Les valeurs limites applicables à compter du 1er janvier 2016 sont les valeurs limites applicables le 31 décembre 2015.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Raison sociale : SEYFERT PAPER

Siège social : Avenue Monseigneur ROMERO 37160 DESCARTES

Adresse de l'établissement : Avenue Monseigneur ROMERO B.P. 19 37160 DESCARTES

Activité principale : Fabrication de papier

3. PRESENTATION DE LA DEMANDE

Par courrier du 23 janvier 2014, adressé au préfet d'Indre-et-Loire, l'exploitant de l'établissement Seyfert Paper demande que son installation de combustion d'une puissance de 42,9 MW, décrite ci-après, ne se voit pas imposer les valeurs limites d'émission prévues à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013, à compter du 1er janvier 2016. En contrepartie, l'exploitant s'est engagé à ne pas exploiter ladite installation pendant plus de dix-sept mille cinq cents heures entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2023 (au plus tard) et à respecter les valeurs limites d'émission applicables conformément aux exigences de l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral n°17660 du 17 mai 2005.

Puissance totale du site ou titre de la rubrique ZNED (MW)	Présentation de l'installation (ensemble des appareils nécessaires) visée par la demande de dérogation et puissance (MW)	Nombre d'appareils concernés par la demande de dérogation et puissance de chacun (MW)	Type de combustible
47,5 MW (2910.A.1/42,9MW + 2910.B.2.b/4,6 MW)	1 installation de 42,9 MW	2 appareils (23,2 MW + 19,7 MW)	Gaz naturel

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'installation faisant l'objet de la demande de dérogation n'avait pas obtenu de dérogation au titre du II^e de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth.

La demande formulée par la société Seyfert Paper pour son site de Descartes, visant à ce que l'installation de combustion décrite au paragraphe 3 ne se voit pas imposer les valeurs limites d'émission prévues à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 à compter du 1er janvier 2016, est donc recevable.

En contrepartie, l'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission applicables conformément aux exigences de l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral n°17660 du 17 mai 2005.

En vertu du II° de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux Installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910, un arrêté préfectoral, pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement avant le 31 décembre 2015, doit fixer :

- la date de fermeture de l'installation au 31 décembre 2023 ;
- le nombre d'heures maximum de fonctionnement, soit 17 500 heures, et la transmission chaque année à l'inspection des installations classées du relevé du nombre d'heures d'exploitation à partir du 1er janvier 2016 ;
- et la possibilité pour l'exploitant de poursuivre l'exploitation de l'installation au-delà des 17 500 heures ou du 31 décembre 2023 sous réserve du dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement et de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910, l'inspection des installations classées propose à Mr le Préfet d'Indre-et-Loire d'autoriser l'exploitant de l'établissement Seyfert Paper à ne pas appliquer les valeurs limites d'émission imposées à compter du 1^{er} janvier 2016 par l'article 10 de l'arrêté ministériel précité pour son installation de combustion d'une puissance de 42,9 MW sous réserve du respect des dispositions détaillées au paragraphe 4 du présent rapport et reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

L'inspection des installations classées propose à Mr le préfet d'Indre-et-Loire de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement des Territoires et des Installations Classées

Copie à : DREAL / UT 37

